

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 09/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ANTARGAZ ENERGIES

Port fluvial – rue du Port
site de stockage de récipients à pression transportables
71 000 Mâcon

Références : BL/NM/2023/M_73
Code AIOT : 0005401126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement ANTARGZ ENERGIES dont les installations sont implantées : port fluvial – rue du Port – 71 000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 24/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement qui prévoit notamment que les établissements sous statut Seveso seuil bas élaborent un plan d'opération interne à compter du 1er janvier 2023 et le teste à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ ENERGIES
- Port fluvial – rue du Port - 71000 Mâcon
- Code AIOT dans GUN : 0005401126
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

La société ANTARGAZ exploite sur son site de Mâcon différentes zones de stockage de gaz en récipients à pression transportables. Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 98/0278/2-2 du 21 janvier 1998 complété par les dispositions, entre autres, de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCL/BRENV/2020-42-2 du 11 février 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative :
 - respect des dispositions des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement;
 - respect des dispositions de l'article L. 515-33 du code de l'environnement ;
- risques accidentels :
 - élaboration d'un plan d'opération interne au 1^{er} janvier 2023 ;
 - visibilité, accessibilité et entretien des extincteurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'opérations interne (POI)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
4	plan d'opérations interne (POI)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan d'opérations interne (POI)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	politique de prévention des accidents majeurs (PPAM)	Code de l'environnement du 23/02/2023, article L. 515-33	/	Sans objet
5	entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 11/02/2020, article 7.8.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 1 non-conformité a été constatée, sur le thème suivant :
 - contenu du POI : le plan d'opération interne élaboré par la société ANTARGAZ ne comporte pas l'ensemble des éléments fixés par les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 ;
- 1 demande de compléments est formulée concernant le thème suivant :
 - mise à jour du POI : le POI du 15/12/2022 sera mis à jour à la lumière des enseignements tirés de l'exercice conduit le 23/02/2023 et une copie sera transmise à l'inspection des installations classées.

Ces éléments sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès aux informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).